

ENGLISH BELOW / ESPAÑOL A CONTINUACIÓN

## APPEL À CONTRIBUTIONS

**« Financer les transformations agricoles et alimentaires.  
Pratiques, dispositifs, action collective et politiques publiques »**  
**Revue internationale des études du développement n°254 (2024-1)**

### Coordination du numéro

- François DOLIGEZ ([f.doligez@iram-fr.org](mailto:f.doligez@iram-fr.org)), agronome et économiste à l'Iram, enseignant-chercheur associé au Master DynPED et à l'UMR-Prodig
- Mamadou GOÏTA ([mamadou.goita@yahoo.fr](mailto:mamadou.goita@yahoo.fr)), socio-économiste, directeur de l'Institut de recherches et promotion des alternatives de développement (IRPAD, Mali), expert du panel IPES-Food
- Gifty Narh ([myrnarh@hotmail.com](mailto:myrnarh@hotmail.com)), sociologue, directrice de CORADE, Burkina Faso et présidente de l'Inter-réseaux développement rural
- Marc Mees ([marc.mees@sosfaim.org](mailto:marc.mees@sosfaim.org)), ex-Secrétaire général SOS Faim Belgique, spécialiste de la gestion des connaissances et capitalisation d'expériences

Ce dossier s'inscrit dans le prolongement de la série des dossiers thématiques que la *Revue Tiers Monde*, puis la *Revue internationale des études du développement*, ont régulièrement publiés depuis 25 ans en matière d'inclusion financière (n° 145, 1996 ; n° 172, 2002 ; n° 197, 2009 ; n° 225, 2016). Le présent appel à contributions souhaite convier, à partir de recherches de terrain, un ensemble de travaux originaux donnant accès à une meilleure connaissance des réalités en matière de financement des transformations des systèmes agricoles et ruraux dans les pays émergents et en développement et, plus spécifiquement, en ce qui concerne le financement des producteurs et productrices agricoles. Il s'agit, en particulier d'approfondir les nouvelles expériences existantes dans le champ du financement agricole et rural, souvent marginalisé dans les politiques de financement du développement.

La transformation des systèmes agricoles et alimentaires, vue sous l'angle des transitions, répond à un ensemble d'objectifs qui combinent l'augmentation de la production alimentaire, un revenu décent pour les producteurs et productrices, la préservation de l'environnement et de la biodiversité, l'atténuation et l'adaptation au changement climatique, entre autres. Les transitions agro-alimentaires ambitionnent, à la fois, d'accompagner l'évolution des pratiques agricoles vers l'agroécologie et la transformation durable des systèmes de production à l'échelle des territoires et des socio-écosystèmes. En associant un objectif de sécurité alimentaire et nutritionnelle, les transitions se proposent également d'agir sur l'organisation des filières et des marchés en aval de la production (agro-transformation alimentaire, circuits courts, etc.) à l'échelle des systèmes alimentaires territoriaux afin de réduire leur empreinte écologique (David-Benz *et al.*, 2022). Ces transformations s'inscrivent en réponse au dérèglement

climatique tant par la réduction attendue des émissions de gaz à effet de serre (atténuation) que de leur contribution à l'adaptation des systèmes d'activités par la réduction de leur vulnérabilité et la préservation des ressources (eau, sol et économie circulaire) ou, encore, par leur impact sur la biodiversité et les agrosystèmes (réduction de la pollution, protection et restauration des écosystèmes).

Si les transitions apparaissent comme une manière de projeter le changement à long terme, elles posent de nombreuses questions en matière de temporalités et d'échelles d'action (Valegeas, 2020), mais, également, de modalités de mise en œuvre dans les territoires et par les différents groupes sociaux concernés. Plus particulièrement, la question de leur financement et de la « transformation profonde de la finance » que ces transitions présupposent, est soulevée (Cuppey-Soubeyran *et al.*, 2022). Dans ce cadre d'analyse, le dossier s'intéressera plus particulièrement aux financements des éleveurs, éleveuses, agriculteurs et agricultrices souhaitant transformer leurs pratiques, aux dispositifs qui permettent d'articuler l'offre de financement aux objectifs des transitions agro-alimentaires et à ce qu'ils produisent en termes d'évolutions des pratiques agricoles et d'élevage et d'effets induits par ces changements.

## 1. Financer les agriculteurs et agricultrices, les acteurs collectifs ou les filières ?

De nombreux travaux invitent à se mobiliser sur la question du financement de la transition agricole et alimentaire dans les « Suds » (Doligez *et al.*, 2008 ; DeLonge *et al.*, 2016 ; IPES-Food, 2020) alors que, dans un contexte toujours marqué par la libéralisation financière, l'essentiel des investissements publics comme privés – en dehors des « premiers investisseurs », généralement ignorés, que sont les agriculteurs eux-mêmes (HLPE, 2013) – s'orientent vers l'agriculture d'exportation, les filières agroalimentaires à forte valeur ajoutée ou les agropoles. Ce déséquilibre est largement repris, sinon amplifié, dans les flux financiers et la gouvernance de l'aide au développement (Inter-réseaux, 2019 ; CIDSE, 2020).

En général, le financement agricole et rural se caractérise par deux formes institutionnelles : d'une part celles qui prennent le secteur financier et ses institutions intermédiaires (banques, institutions de microfinance, fonds d'assurance ou de garantie) comme point de départ de l'organisation des services financiers et de l'inclusion financière et, d'autre part, celles qui contractualisent leurs financements articulés avec l'organisation des filières ou « chaînes de valeur » agricoles et alimentaires (Lapenu, 2007). Pour la première forme institutionnelle, saisie au travers de l'évolution du secteur financier et de ses imperfections de marché, l'inclusion financière – au sens de l'accessibilité par tous aux services financiers de base (compte d'épargne, moyens de paiements, crédit) –, s'est élargie en milieu rural, grâce à la digitalisation des moyens de paiement *via* les téléphones portables (Ndiaye *et al.*, 2022). Mais le financement direct des activités des petits agriculteurs/agricultrices et éleveurs/éleveuses est considéré, d'une façon générale, comme trop coûteux et risqué, et reste très limité. Concernant la seconde forme institutionnelle, la finance « de filière » permet un élargissement du financement du cycle de production au travers des contrats passés au sein des chaînes de valeur agro-alimentaire, dont les entreprises, coopératives et PME en amont et en aval de la production sont elles-mêmes refinancées par le secteur bancaire ou la « mésofinance ». L'impact sur le financement agricole dépend alors du rapport établi entre organisations de producteurs et institutions financières (Wampfler *et al.*, 2010) et de l'équilibre dans les relations de contractualisation établies entre acteurs des filières (Inter-réseaux, 2021).

## 2. De nouveaux besoins de financement pour façonner de nouvelles trajectoires

Les transitions font émerger de nouveaux besoins de financement selon les contextes géographiques et économiques des systèmes agricoles et alimentaires. Il s'agit, par exemple, d'investir dans la production afin de faire face aux enjeux économiques de sécurité alimentaire et d'agro-exportation, mais aussi de financer l'adaptation des systèmes d'activités aux défis environnementaux, amplifiés par le dérèglement climatique. La multiplication des objectifs associés aux transitions peut apparaître comme une somme d'impératifs contradictoires (Coste *et al.*, 2021). À l'empilement d'objectifs auxquels les agriculteurs et les agricultrices sont confrontés, s'ajoutent une diversité importante de contextes agricoles et ruraux et un constat, généralisé, de difficultés de plus en plus grandes à les appréhender dans leur complexité sociale et économique (Olivier de Sardan, 2021). L'ensemble amène parfois à raisonner l'organisation des financements sur la base d'une segmentation croissante des modèles agricoles, des

territoires comme des politiques publiques, ouvrant une coexistence, souvent sans complémentarité ni cohérence (Gasselin *et al.*, 2021), au détriment des acteurs et territoires les moins bien dotés en ressources. Souvent, les familles d'agriculteurs et d'agricultrices, d'éleveurs et d'éleveuses les plus vulnérables ne disposent pas des moyens économiques et financiers nécessaires aux investissements dans les transitions (Cochet *et al.*, 2021). Au niveau des territoires ruraux, le risque est fort de cumuler les désavantages : agricultures vivrières et pastoralisme relégués dans la concurrence mondiale généralisée des circuits agro-alimentaires, vulnérabilité climatique accrue et biodiversité appauvrie, précarisation des revenus et de l'emploi agricole et rural, voire malnutrition chronique, comme en témoignent de nombreuses régions sahéliennes.

### 3. Interroger les relations entre instruments, acteurs et effets

Pour les expériences étudiées, il s'agit donc d'interroger les modalités du ciblage des pratiques d'intensification agricole durable (FAO, 2017) par les financements, le profil des agriculteurs, agricultrices, éleveurs et éleveuses qui y ont accès ainsi que les territoires concernés, en prêtant une attention particulière aux effets de contexte (Storchi *et al.*, 2020). Il s'agira alors d'approfondir les mécanismes financiers et leurs modalités de sécurisation ou d'incitation (fonds de garantie, couplage avec l'assurance, bonification des prêts, co-financement d'une partie de l'investissement, prise en charge parallèle des services de conseil et d'accompagnement technico-économiques auprès des producteurs et productrices) au sein de dispositifs durables susceptibles d'accompagner des transitions agricoles et alimentaires. Enfin, l'effet levier produit sur le financement et les impacts des changements de pratiques au sein des exploitations agricoles et des territoires sont à considérer.

L'analyse peut porter sur l'ensemble des dispositifs couplant financements public et privé, que l'on retrouve sous différentes dénominations et à différents échelles (financement mixte, à coût partagé, *blending*, partenariat public-privé, fonds à impact, crédit carbone), sur le jeu d'acteurs qui les accompagne ainsi que sur leurs effets et impacts. Certains dispositifs peuvent également s'articuler autour de résultats attendus, comme la résilience vis-à-vis de crises (alimentaires, par exemple) ou l'adaptation au changement climatique. Les mécanismes financiers (crédits et *matching grants*, transferts monétaires conditionnés, paiement pour services écologiques) peuvent alors promouvoir des changements de pratiques (transition agroécologique) et peuvent se décliner à l'échelle territoriale (projet alimentaire), ou ouvrir de nouvelles opportunités de financement à l'échelle internationale (Fonds Vert Climat), à l'instar des « Nationally appropriate mitigation actions » (NAMA) au Costa Rica qui apporte des soutiens aux systèmes caféiers agroforestiers<sup>1</sup>.

Dans le cas de la finance de filière, on peut s'intéresser aux dispositifs qui permettent de qualifier les pratiques agricoles, à leur traçabilité ainsi qu'aux mécanismes financiers permettant de les « encourager » (surprix, primes). Ils peuvent renvoyer à des processus de certification ou de labellisation des produits ou renvoyer à la notion de responsabilité sociale et environnementale des entreprises agricoles, pour laquelle le *greenwashing* peut aussi faire l'objet de critiques virulentes (Grain, 2022). En parallèle des services financiers offerts aux producteurs et productrices, on peut aussi s'intéresser, pour les circuits de proximité alimentaire (circuits courts établis sur des relations plus directes entre producteurs et consommateurs, paniers alimentaires), à la segmentation des pratiques sur les territoires, aux jeux d'acteurs ou aux effets normatifs de cahiers des charges donnant lieu à une labellisation reconnue par le marché via un prix de vente plus élevé et, de ce fait, une meilleure rémunération des producteurs et des productrices.

### Trois axes thématiques

---

Les contributions attendues pourront aborder ces différents sujets selon trois prismes, suivant les échelles d'analyse et les questions de recherche qui les sous-tendent.

#### ➤ Les pratiques financières de l'agriculture familiale « sous contraintes »

<sup>1</sup> [www.nama-facility.org/projects/costa-rica-low-carbon-coffee-nama](http://www.nama-facility.org/projects/costa-rica-low-carbon-coffee-nama).

À partir de l'observation de terrain, il est possible, au-delà de la métrique des courbes de l'inclusion financière<sup>2</sup>, d'analyser les contraintes de financement qui s'exercent au niveau des agriculteurs, et agricultrices, des responsables d'exploitation, et des ménages ruraux et qui conditionnent leur capacité à s'inscrire dans une dynamique de « transitions ». Alors que les pratiques des agriculteurs et agricultrices ont pu faire l'objet de nombreux travaux au début de la libéralisation financière (Adams & Fitchett, 1994 ; Banque mondiale, 1989 ; Germidis *et al.*, 1991 ; Stiglitz & Weiss, 1981 ; Von Pischke, 1991), recherches et publications académiques sont désormais peu étoffées sur le sujet. Il existe pourtant, à l'échelle des pays émergents et en développement, de nombreux travaux empiriques et une « littérature grise » abondante (rapports institutionnels, travaux d'expertise) à l'appui de ce type d'analyse.

Comment les agriculteurs et agricultrices « gèrent » le risque agricole par des investissements dans les équipements (petite irrigation, par exemple), la diversification des productions (associations de cultures) ou des activités (y compris les activités non agricoles) ? Comment arrivent-ils à financer de nouvelles pratiques agricoles durables (compost, agroforesterie) ? Comment, faute de financement institutionnel, d'autres mécanismes y contribuent-ils – comme le crédit informel contracté auprès de commerçants, mais aussi des parents et amis ? Comment certaines pratiques, sous contraintes de financement des besoins « au jour le jour », accroissent-elles la vulnérabilité de ménages ruraux et diminuent-elles leur capacité de résilience (vente à bas prix, salariat agricole ou migrations) ? Comment, pour d'autres catégories d'agriculteurs et d'agricultrices, les innovations (irrigation à base de pompage solaire par exemple) ou les activités agricoles économiquement rentables et écologiquement durables (agroforesterie) sont-elles ciblées par les institutions de financement ? Face à une demande complexe, composée de multiples besoins de financement, comment l'emboîtement de pratiques financières diversifiées est-il susceptible de satisfaire ces nouveaux besoins et d'accompagner dans la durée des trajectoires de transition ?

#### ➤ **Les dispositifs visant à améliorer le financement de l'agriculture durable**

Il existe, par ailleurs, au sein des secteurs financiers et des dispositifs publics qui les accompagnent, de nombreuses innovations destinées à accompagner le financement de l'agriculture durable (Traoré *et al.*, 2020). L'étude sus-citée de l'IPES-Food (2020) mentionne, par exemple, l'existence de mécanismes de refinancement à taux compétitifs destinés à soutenir les prêts agricoles des banques privées (Nigeria, Liberia, Ghana) ou le développement de services financiers auprès des petits agriculteurs et petites agricultrices afin de renforcer leur autofinancement (microcrédit, épargne en gestion communautaire, finance numérique, prêts à moyen et long terme, etc.). Le Costa Rica expérimente, dans le cadre de la stratégie de décarbonation de son économie, l'agrégation de pratiques d'agroforesterie au niveau de petits agriculteurs et petites agricultrices pour leur intégration à la finance climat. Différentes initiatives s'efforcent de les recenser pour les accompagner. Ainsi, le Fonds pour l'agroécologie<sup>3</sup> recense les expérimentation-pilotes des organisations de producteurs et de productrices et de leurs partenaires pour les soutenir à l'échelle internationale. En Afrique de l'Ouest, la CEDEAO en charge de la politique agricole a, récemment, lancé un travail d'inventaire sur les dispositifs de financement dans le cadre de son programme agroécologie<sup>4</sup>. Même en France, le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire souhaite mieux comprendre « les outils de financements innovants pour l'agriculture »<sup>5</sup>. Partout se pose la question de connaître et mieux comprendre ces dispositifs et leurs mécanismes financiers dont une bonne part émane de nouveaux acteurs méconnus des institutions (épargne solidaire, financement participatif, etc.).

Comment s'organisent ces différents dispositifs institutionnels ? De quels critères se dotent-ils pour qualifier les pratiques à financer ? Comment les orientent-ils et organisent-ils le suivi ? Quelle est leur portée réelle en termes de financement de l'agriculture durable ? Quels enseignements peut-on en tirer en matière de transitions agricoles et alimentaires ?

#### ➤ **Les leviers de l'action collective et des politiques publiques**

<sup>2</sup> Cf. Global Findex Database de la Banque mondiale ([www.worldbank.org/en/publication/globalfindex](http://www.worldbank.org/en/publication/globalfindex)).

<sup>3</sup> [www.agroecologyfund.org](http://www.agroecologyfund.org).

<sup>4</sup> PAE, Avis de demande de propositions pour l'étude sur les mécanismes de financement de la transition agroécologique en Afrique de l'Ouest ([www.araa.org](http://www.araa.org)).

<sup>5</sup> Marché SSP-DGPE-2022-073.

L'effet levier est, ici, entendu comme la capacité de l'action collective ou des politiques publiques à élargir les financements en faveur de l'agriculture durable. Ainsi, l'action collective des producteurs et productrices agricoles accompagnant l'organisation des dispositifs de transition agroécologique peut faire l'objet d'appuis financiers appropriés<sup>6</sup>. Elle peut s'inscrire dans une contractualisation plus équilibrée avec des entreprises en aval de la chaîne, à la recherche de produits certifiés (préfinancement du cycle agricole), ou reposer sur des partenariats entre institutions financières et organisations (coopératives, etc.) agrégeant la demande des producteurs. Parfois, ces mécanismes de financement associent d'autres acteurs au sein des systèmes alimentaires, qu'il s'agisse de la commercialisation rapprochant agriculteurs et consommateurs autour de produits de qualité (cas, par exemple, des associations pour le maintien de l'agriculture paysanne comme au Bénin<sup>7</sup>), de l'approvisionnement groupé autour de la restauration collective, comme les cantines scolaires<sup>8</sup> ou d'autres marchés institutionnels.

Quelle est la portée de ces mécanismes en termes d'inclusion financière et de transformation des pratiques agricoles ? Quels sont les jeux d'acteurs qui les structurent ? Comment peuvent-ils se constituer en référentiels de politiques publiques agricoles et alimentaires ?

\*\*\*

Toutes les disciplines - sciences de gestion, socio-économie, économie agricole et rurale, économie politique, sciences politiques, socio-anthropologie du développement - pourront être mobilisées pour traiter cette thématique dans ses différentes dimensions afin de mieux documenter les pratiques existantes et les innovations aux trois grandes échelles proposées. Des contributions portant sur des cas précis d'étude, dans différents contextes africains, latino-américains et asiatiques sont attendues.

## Modalités de soumission des articles au dossier du n°254 (2024-1) de la Ried

Les auteur·e·s s'engagent à lire la [ligne éditoriale](#) de la *Revue internationale des études du développement*, s'engagent à respecter la [charte éthique](#) et les [recommandations aux auteurs](#).

Le processus de sélection se déroule comme suit selon les dates indiquées dans le calendrier de production ci-dessous :

### 1- Envoi de la proposition d'article

**Les propositions d'articles**, en français, anglais, ou espagnol, présentent le projet d'article en environ 4 000 signes, espaces comprises, soit environ 500 mots ou une page.

**La proposition, dont le fichier est intitulé « NOM DE L'AUTEUR-Proposition-254 », au format Word, comprend :**

- Le titre : de 70 signes maximum (avec possibilité d'ajouter un sous-titre)
- Un résumé de l'article détaillant la question de recherche, le cadre théorique, le terrain étudié, les principaux résultats
- Des jalons bibliographiques (hors du décompte des signes)
- Un fichier annexe intitulé « NOM DE L'AUTEUR-Infos » indiquant de manière exhaustive les noms et prénoms des auteurs, leur statut et leur rattachement institutionnel, leurs adresses courriel.

<sup>6</sup> Souvent accompagnés d'actions de formation et de renforcement de capacités liées à la diffusion des pratiques agroécologiques ou à l'acquisition des connaissances nécessaires à sa mise en œuvre par les agriculteurs et éleveurs.

<sup>7</sup> <https://www.alimenterre.org/l-amap-benin-change-d-echelle>.

<sup>8</sup> <https://fr.wfp.org/cantines-scolaires>

Ces éléments sont indispensables à l'examen de la proposition d'article. L'adéquation de la proposition à l'appel à contributions est vérifiée par les coordinateurs·trices et la rédaction de la revue et une sélection des propositions est effectuée.

## 2- Envoi de l'article

**Les auteur·e·s dont les propositions d'article ont été sélectionné·e·s** sont invité·e·s à envoyer une première version de leur article qui doit impérativement correspondre aux normes indiquées ci-dessous. Les articles sont alors soumis à une lecture en double-aveugle auprès de deux évaluateurs spécialistes et extérieurs à la revue.

**Les articles (de 45 000 signes, espaces comprises, hors résumé et bibliographie)**, pourront être rédigés en français, anglais ou espagnol. Ils doivent être originaux. Ils pourront toutefois avoir fait l'objet de communications à un colloque (avec actes), à condition d'être réadaptés au format exigé par la *Revue internationale des études du développement*.

Les références citées doivent être présentées selon le format APA.

## Calendrier de production

---

**Les auteur·e·s s'engagent à respecter le calendrier indiqué par la rédaction.**

**Les propositions d'articles** sont à soumettre **avant le 14/02/2023** aux cinq adresses ci-dessous :

[marc.mees@sosfaim.org](mailto:marc.mees@sosfaim.org); [mamadou\\_goita@yahoo.fr](mailto:mamadou_goita@yahoo.fr); [myrnarh@hotmail.com](mailto:myrnarh@hotmail.com); [f.doligez@iram-fr.org](mailto:f.doligez@iram-fr.org); [revdev@univ-paris1.fr](mailto:revdev@univ-paris1.fr)

- **Les auteur·e·s présélectionné·e·s** par les coordinatrices et le comité de rédaction seront prévenu·e·s par l'équipe de la revue la semaine du **27 février 2023**.

- **Les premières versions des articles**, anonymisées et conformes aux recommandations aux auteur·e·s, seront envoyées aux cinq courriels précités **avant le 15 mai 2023**.

- **Le processus d'évaluation** durera quelques mois, chaque article - anonymisé - sera soumis à une double lecture aveugle par des relecteurs extérieurs à la revue, experts sur le sujet traité. La demande de rédaction V1 ne préjuge pas de l'acceptation définitive de l'article. La sortie en librairie de ce n°254 2024-1 est prévue pour **mars 2024**.

## Références citées

---

- Adams, D. & Fitchett, D. (1994). *Finance informelle dans les pays en développement*. Presse Universitaires de Lyon.
- Banque mondiale. (1989) *Rapport sur le développement dans le monde 1989. Systèmes financiers et développement*. Banque mondiale.
- CIDSE. (2020). Finance for Agroecology: More than Just a Dream? An Assessment of European and International Institutions' Contributions to Food System Transformation. *Policy Brief*, <https://www.cidse.org/2020/09/30/finance-for-agroecology-more-just-than-a-dream/>
- Cochet, H., Ducourtieux, O. & Garambois, N. (Eds.). (2019). *Systèmes agraires et changement climatique au Sud, les chemins de l'adaptation*. Éditions Quae.
- Coste, J., Doligez, F., Egg J. & Perrin, G. (Eds.). (2021). *La fabrique des politiques publiques en Afrique, agricultures, ruralités, alimentation*. Karthala.
- Coupey-Soubeyran, J. & Espagne, É. (2022). La transition écologique : vers un changement de paradigme monétaire et financier : Introduction. *Revue économique*, 73, 147-149. <https://doi.org/10.3917/reco.732.0147>
- David-Benz, H., Sirdez, N., Deshons, A., Orbell, C. & Herlant, P. (2022) *Activer la transformation durable et inclusive de nos systèmes alimentaires, cadre conceptuel et méthode pour des diagnostics nationaux et territoriaux*. FAO/Cirad/Union européenne. <https://doi.org/10.4060/cb8603fr>
- DeLonge, M., Miles, A. & Carlsisle, L. (2016) Investing in the transition to sustainable agriculture. *Environmental Science & Policy*, 55, 266-273. <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2015.09.013>
- Doligez F., Lemelle J.P., Lapenu C., Wampfler B., 2008, Financer les transitions agricoles et rurales. In Devèze, J.C. (dir.). *Défis agricoles africains*, AFD/Karthala, 313-330.
- HLPE. (2013). *Paysans et entrepreneurs : investir dans l'agriculture des petits exploitants pour la sécurité alimentaire*. Rapport n° 6 du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, Comité pour la Sécurité alimentaire mondiale.



- FAO. (2017). *Intensification de la production durable et développement des chaînes de valeurs en Afrique*. Initiative régionale pour l'Afrique. <https://www.fao.org/3/i6135f/i6135f.pdf>
- Gasselin, P., Lardon, S., Cerdan, C., Loudiyi, S. & Sautier, D. (Eds.). (2021). *Coexistence et confrontation des modèles agricoles et alimentaires, un nouveau paradigme du développement territorial ?*, Éditions Quae.
- GRAIN. (2022, 10 mars). De l'accaparement des terres à l'accaparement des sols : le nouveau business de l'agriculture carbone. <https://grain.org/fr/article/6814-de-l-accaparement-des-terres-a-l-accaparement-des-sols-le-nouveau-business-de-l-agriculture-carbone>
- Germidis, D., Kessler, D. & Meghir, R. (1991). *Systèmes financiers et développement : quel rôle pour les secteurs financiers formels et informels ?*, OCDE.
- Inter-Réseaux Développement rural. (2021). *Partenariats entre producteurs et entreprises agro-alimentaire*. Grain de Sel, 81.
- Inter-Réseaux Développement rural. (2019). *Le rôle croissant du secteur privé dans les politiques agricoles et alimentaires en Afrique, contexte, enjeux et formes*, Inter-Réseaux Développement rural/Issala/SOS Faim Belgique.
- IPES-Food. (2020). *Valeur(s) ajoutée(s) de l'agroécologie : déverrouiller le potentiel de transition en Afrique de l'Ouest*. [https://www.ipes-food.org/\\_img/upload/files/IPES-Food\\_RapportIntegral\\_OA\\_FR\(3\).pdf](https://www.ipes-food.org/_img/upload/files/IPES-Food_RapportIntegral_OA_FR(3).pdf)
- Lapenu, C. (2007). *Evolutions récentes dans l'offre et les stratégies de financement de l'agriculture*, Comité CERISE.
- Ndiaye, C.T., Rietsch, C. & Sarr, F. (Eds.). (2022). *La microfinance contemporaine, les frontières de la microfinance*. PURH.
- Olivier de Sardan, J.P. (2021). *La revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingénierie sociale, en Afrique et au-delà*, Karthala.
- Stiglitz, J.E. & Weiss, A. (1981). Credit Rationing in Markets With Imperfect information. *American Economic Review*, 71(3), 393-410.
- Storchi, S., Hernandez, E. & McGuinness, E. (2020). *A research and learning agenda for the impact of financial inclusion*. Focus Note, CGAP/World Bank.
- Traoré, A., Bocoum, I. & Tamini, L. (2020). Services financiers : quelles perspectives pour le déploiement d'innovations agricoles en Afrique ? *Economie rurale*, 371. <https://doi.org/10.4000/economierurale.7549>
- Valegeas, F. (2020). Transition écologique. *Dictionnaire critique de l'Anthropocène*, CNRS Éditions, 780-782.
- Von Pischke, J.D. (1991). *Finance at the frontier. Debt capacity and the role of credit in the private economy*. World Bank.
- Wampfler, B., Lapenu, C. & Doligez, F. (2010). *Organisations professionnelles agricoles et institutions financiers rurales. Construire une nouvelle alliance au service de l'agriculture familiale*. Les Cahiers de l'IRC-Supagro.

## CALL FOR PAPERS

# **“Financing agricultural and food transformations. Practices, mechanisms, collective action, and public policies”**

**Revue internationale des études du développement n°254 (2024-1)**

### Editors

- François DOLIGEZ ([f.doligez@iram-fr.org](mailto:f.doligez@iram-fr.org)), agronomist and economist at Iram, professor in the DynPED Master's, and member of UMR-Prodig
- Mamadou GOÏTA ([mamadou\\_goita@yahoo.fr](mailto:mamadou_goita@yahoo.fr)), socio-economist, Director of the Institute for Research and Promotion of Alternatives in Development (IRPAD, Mali), and expert with the IPES-Food Panel
- Gifty NARH ([myrnarh@hotmail.com](mailto:myrnarh@hotmail.com)), sociologist, Director of CORADE, Burkina Faso, and president of Inter-réseaux développement rural
- Marc MEES ([marc.mees@sosfaim.org](mailto:marc.mees@sosfaim.org)), ex-Secretary General of SOS Faim Belgique, Knowledge management specialist

This issue is a continuation of the series of thematic issues that the *Revue Tiers Monde*, now the *Revue internationale des études du développement* has regularly published for 25 years on the subject of financial inclusion (no. 145, 1996; no. 172, 2002; no. 197, 2009; no. 225, 2016). This issue calls for original papers based on field research that contribute to knowing how the transformation of agricultural and rural systems in emerging and developing countries is financed, and more specifically, how farmers are financed. It aims, in particular, at delving into the new practices in the field of agricultural and rural financing, which is often marginalized in development financing policies.

The transformation of agricultural and food systems, seen from the perspective of transitions, responds to a set of objectives that combine increased food production, a decent income for producers, the preservation of the environment and biodiversity, and climate change mitigation and adaptation, among others. Agri-food transitions aim both to support the evolution of agricultural practices towards agroecology and the sustainable transformation of production systems at the scale of territories and socio-ecosystems. By combining food and nutritional security objectives, transitions also aim to act on the organization of downstream sectors and markets (food agro-processing, local food systems, etc.) at the level of territorial food systems to reduce their environmental footprint (David-Benz *et al.*, 2022). These transformations are part of a response to climate change both through the expected reduction in greenhouse gas emissions (mitigation) and the contribution to the adaptation of activity systems through the reduction of their vulnerability and the preservation of resources (water, soil, and circular economy), or through the impact on biodiversity and agrosystems (pollution abatement, and protection and restoration of ecosystems).

While transitions may appear as a way of projecting long-term change, they also raise many questions in terms of temporalities and scales of action (Valegeas, 2020), but also of implementation both in territories and by the various social groups concerned. More specifically, this raises the question of financing these transitions and of the “deep transformation of finance” that they would assume (Couppey-Soubeyran *et al.*, 2022). Within this framework of analysis, this issue will focus more particularly on the financing of pastoralists and farmers who wish to transform their practices, on the mechanisms that make it possible to link the financing offer with the objectives of



agri-food transitions, and on the changes in agricultural and pastoralist practices produced by these mechanisms and the effects induced by these changes.

## 1. Financing farmers, collective actors, or sectors?

Many studies call for action on the issue of financing the agricultural and food transition in the Global South (Doligez *et al.*, 2008; DeLonge *et al.*, 2016; IPES-Food, 2020). Yet in a context still marked by financial liberalization, the bulk of public and private investment – apart from the generally ignored “first investors,” i.e. the farmers themselves (HLPE, 2013) – is oriented towards export agriculture, high value-added agri-food sectors, or agri-business parks. This imbalance is largely echoed, if not amplified, in the financial flows and governance of development aid (Inter-réseaux, 2019; CIDSE, 2020).

In general, agricultural and rural financing is characterized by two institutional forms: on the one hand, one that takes the financial sector and its intermediary institutions (banks, microfinance institutions, and insurance or guarantee funds) as the starting point to organize financial services and financial inclusion, and on the other hand, one that formalizes its funding by contracts, paired with the organization of the agricultural and food sectors or “value chains” (Lapenu, 2007). For the first institutional form, financial inclusion (in the sense of accessibility for all to basic financial services such as savings account, means of payment, and credit), which is grasped through the evolution of the financial sector and its market imperfections, has spread to rural areas, thanks to the digitization of means of payment with mobile phones (Ndiaye *et al.*, 2022). Yet the direct financing of the activities of smallholder farmers and pastoralists is generally considered too costly and risky, thus remaining very limited. As for the second institutional form, “sector” finance allows for broader financing of the production cycle through contracts signed within agro-food value chains, whose upstream and downstream companies, cooperatives, and SMEs are themselves refinanced by the banking sector or “meso-finance.” The impact on agricultural financing then depends on the relationship between producer organizations and financial institutions (Wampfler *et al.*, 2010) and on the balance in the contractual relationships between the actors in the sectors (Inter-réseaux, 2021).

## 2. New financing needs in order to shape new trajectories

Transitions give rise to new financing needs according to the geographic and economic contexts of the agricultural and food systems. This may involve, for example, investing in production in order to meet the economic challenges of food security and agro-export, but also financing the adaptation of activity systems to environmental challenges, which are amplified by climate change. The multiplication of objectives associated with transitions may appear as a sum of contradictory imperatives (Coste *et al.*, 2021). In addition to the multiple objectives that farmers face, agricultural and rural contexts are significantly diverse, and it is increasingly difficult to understand their social and economic complexity (Olivier de Sardan, 2021). This situation sometimes leads to thinking about the organization of financing on the basis of an increasing segmentation of agricultural models, territories, and public policies that entails coexistence, often without complementarity or coherence (Gasselin *et al.*, 2021), to the detriment of the actors and territories with the least resources. Often, the most vulnerable farming and pastoralist families do not have the economic and financial means necessary to invest in transitions (Cochet *et al.*, 2021). At the level of rural territories, there is a high risk of accumulating disadvantages: subsistence agriculture and pastoralism left out due to the generalized global competition in the agri-food business; increased climate vulnerability and poorer biodiversity; precarious income and agricultural and rural employment; or even chronic malnutrition, as evidenced by many Sahelian regions.

## 3. Questioning the relationships between instruments, actors, and effects

For the cases studied, it is therefore a matter of questioning the methods used to target sustainable agricultural intensification practices (FAO, 2017) through funding, the profiles of the farmers and pastoralists who have access to it, as well as the territories concerned, paying particular attention to contextual effects (Storchi *et al.*, 2020). It will then be a matter of delving into the financial mechanisms and their securing or incentivizing (guarantee funds, coupling with insurance, subsidized loans, co-financing of part of the investment, along with technical/economic advice and

support services for producers) within sustainable systems that are likely to support agricultural and food transitions. Finally, the leverage effect produced on the financing and the impacts of the changes in practices within farms and territories should be considered.

The analysis may focus on all the mechanisms combining public and private financing, which can be found under different names and at different scales (mixed financing, shared cost financing, blending, public-private partnership, impact investing, or carbon credit), on the interplay between the actors involved, as well as on the effects and impacts that the mechanisms have. Some of them may also hinge on expected results, such as resilience to crises (food crises, for example) or adaptation to climate change. Financial mechanisms (credits and matching grants, conditional cash transfers, or payment for ecological services) may then promote changes in practices (agroecological transition) and may be implemented at the territorial level (food project), or open up new funding opportunities at the international level (Green Climate Fund), like “Nationally Appropriate Mitigation Actions” (NAMAs) in Costa Rica, which provide support for coffee agroforestry systems.<sup>9</sup>

In the case of sector finance, it is worth examining the mechanisms that make it possible to characterize agricultural practices, and their traceability, as well as the financial measures that incentivize them (price premiums or bonuses). These mechanisms may involve product certification or labeling, or the social and environmental responsibility of agricultural companies, for which greenwashing has drawn fierce criticism (Grain, 2022). In the case of local food systems (based on more direct links between producers and consumers, food box schemes), it may also be interesting to consider the segmentation of practices in territories, the interplay between actors, or the normative effects of standards giving rise to a label that is recognized by the market through a higher selling price, and as a result, better remuneration for producers.

### Three lines of inquiry

---

The contributions may address these different aspects according to three lines of inquiry, depending on the scales of analysis and underlying research questions.

#### ➤ The financial practices of family farming “under constraints”

Based on field observation, beyond the metric of financial inclusion curves,<sup>10</sup> it is possible to analyze the financing constraints at the level of farmers, agricultural managers, and rural households that condition their ability to be part of a “transition” dynamic. While the practices of farmers were the subject of numerous studies at the outset of financial liberalization (Adams & Fitchett, 1994; World Bank, 1989; Germidis *et al.*, 1991; Stiglitz & Weiss, 1981; Von Pischke, 1991), academic research and publications are now scarce on the subject. However, at the scale of emerging and developing countries, there are many empirical studies and an abundant “grey literature” (institutional reports and expert studies) in support of this type of analysis.

How do farmers “manage” agricultural risk through investment in equipment (small irrigation, for example) and the diversification of crops (crop associations) or of activities (including non-agricultural ones)? How are they able to finance new sustainable agricultural practices (composting and agroforestry)? In the absence of institutional financing, how do other mechanisms contribute to these new practices – such as informal loans taken out with traders, but also with relatives or friends? How do certain practices, under the constraint of financing “day-to-day” needs, increase the vulnerability of rural households and reduce their capacity for resilience (sale at low prices, agricultural wage labor, or migration)? For other categories of farmers, how do financial institutions target innovations (solar-powered irrigation, for example) or economically profitable and ecologically sustainable agricultural activities (agroforestry)? Faced with a complex demand that is composed of multiple financing needs, how is the interconnection of diversified financial practices likely to meet these new needs and support transition trajectories in the long run?

---

<sup>9</sup> [www.nama-facility.org/projects/costa-rica-low-carbon-coffee-nama](http://www.nama-facility.org/projects/costa-rica-low-carbon-coffee-nama).

<sup>10</sup> See the World Bank’s Global Findex Database ([www.worldbank.org/en/publication/globalindex](http://www.worldbank.org/en/publication/globalindex)).

### ➤ Mechanisms aimed at improving the financing of sustainable agriculture

Within the financial sector and its accompanying public mechanisms, there are many innovations aiming to support the financing of sustainable agriculture (Traoré *et al.*, 2020). For example, the aforementioned study by IPES-Food (2020) mentions the existence of refinancing mechanisms at competitive rates aiming to support agricultural loans from private banks (Nigeria, Liberia, and Ghana) or the development of financial services to smallholder farmers in order to strengthen their self-financing (microcredit, savings in community management, digital finance, medium and long-term loans, etc.). As part of its strategy to decarbonize its economy, Costa Rica is experimenting with the aggregation of agroforestry practices at the level of smallholder farmers for their integration into climate finance. Various initiatives are attempting to identify these practices in order to support them. Thus, the Agroecology Fund<sup>11</sup> identifies pilot experiments led by producer organizations and their partners to support them at an international scale. In West Africa, ECOWAS, which is in charge of agricultural policy, recently launched an inventory of financing mechanisms as part of its agroecology program.<sup>12</sup> Even in France, the Ministry of Agriculture and Food Sovereignty wants to better understand “innovative financing tools for agriculture.”<sup>13</sup> The question of knowing and better understanding these mechanisms and the associated financial tools, many of which come from new players that are little known to institutions (solidarity savings, crowdfunding, etc.), arises everywhere.

How are these different institutional mechanisms organized? What criteria do they use to characterize the practices that are to be funded? How do they adjust these criteria and organize the monitoring? What is their real scope in terms of financing sustainable agriculture? What lessons can be drawn from this in terms of agricultural and food transitions?

### ➤ The levers of collective action and public policies

The leverage effect is understood here as the ability of collective action or public policies to expand funding for sustainable agriculture. Thus, the collective action of agricultural producers accompanying the organization of agro-ecological transition systems may receive appropriate financial support.<sup>14</sup> This collective action may be part of a more balanced formalization by contracts with downstream companies that are looking for certified products (pre-financing of the agricultural cycle), or it may be based on partnerships between financial institutions and organizations (cooperatives, etc.) that aggregate producers' demand. Sometimes, these financing mechanisms associate other actors within food systems, whether it be marketing focused on quality products that brings farmers and consumers together (for example, community-supported agriculture organizations, as in Benin<sup>15</sup>), or grouped supply for institutional catering, such as school meals<sup>16</sup> or other institutional markets.

What is the scope of these mechanisms in terms of financial inclusion and the transformation of agricultural practices? What is the interplay between the actors that structure them? How can they become benchmarks for agricultural and food public policies?

\*\*\*

All disciplines – management sciences, socio-economics, agricultural and rural economics, political economy, political science, and socio-anthropology of development – can be called upon to deal with the different dimensions of this theme in order to better document the existing practices and innovations at the three major scales proposed. This call for papers is aimed at contributions on specific case studies in different African, Latin American, and Asian contexts.

<sup>11</sup> [www.agroecologyfund.org](http://www.agroecologyfund.org).

<sup>12</sup> PAE, Invitation for bid for the study on financing mechanisms for the agro-ecological transition in West Africa ([www.araa.org](http://www.araa.org)).

<sup>13</sup> Public contract SSP-DGPE-2022-073.

<sup>14</sup> They are often accompanied by training and capacity-building programs in relation to the dissemination of agroecological practices or the acquisition of the knowledge necessary to their implementation by farmers and pastoralists.

<sup>15</sup> <https://www.alimenterre.org/l-amap-benin-change-d-echelle>.

<sup>16</sup> <https://www.wfp.org/school-feeding>

## Submission details / Participation in Issue no. 254 (2024/4) of the RIED

---

The authors agree to read the [editorial policy](#) of the *Revue internationale des études du développement* and to comply with the [code of ethics](#) and the [Guidelines for Authors](#).

The selection process will take place according to the dates specified in the publication calendar below.

### 1. Submitting the proposal:

The proposals in French, English, or Spanish must present the paper in 4,000 characters (with spaces), or approximately one page. The file for the proposal must be entitled "AUTHOR'S SURNAME-Proposal-254," and **must include:**

- a title (70 characters maximum, with the possibility of adding a subtitle);
- an abstract detailing the research question, the theoretical framework, the fieldwork, and the main results;
- some bibliographical references (not included in the character count);
- a second file entitled "AUTHOR'S SURNAME-254-info," including the author's first name and last name, their status, their institutional affiliation, and their email address.

**The relevancy of the proposals with regard to this call for papers and their conformity to the journal guidelines will be verified by the journal editors and the editorial team and a preselection of the proposals will be made.**

### 2. Submitting the paper:

The authors whose proposals have been selected will be invited to send a first draft of their article, which must absolutely follow the guidelines for Authors. The articles will then be submitted to a double blind peer review by two external reviewers who are experts on the topic.

The articles (45,000 characters with spaces, excluding the abstract and references) may be written in French, English, or Spanish. They must be original work. They may however have been presented at a conference (with proceedings), as long as they have been adapted to the format required by the *Revue internationale des études du développement*, but the author must not submit their paper to another journal simultaneously.

The references cited must be presented in APA format.

## Publication calendar

---

The authors agree to comply with the calendar.

The proposals must be submitted by February 14th 2023 to:

[marc.mees@sosfaim.org](mailto:marc.mees@sosfaim.org); [mamadou\\_goita@yahoo.fr](mailto:mamadou_goita@yahoo.fr); [myrnarh@hotmail.com](mailto:myrnarh@hotmail.com); [f.doligez@iram-fr.org](mailto:f.doligez@iram-fr.org); [revdev@univ-paris1.fr](mailto:revdev@univ-paris1.fr)

The authors preselected by the editors and the editorial committee will be notified by the editorial team the week of February, 27th 2023.

The first draft (V1), following the journal's guidelines for authors, must be submitted by the authors to the three aforementioned email addresses by **May, 15th 2023**.

The evaluation process will take a few months; each – anonymous – article will be submitted to a double blind peer review by two external reviewers who are experts on the topic. Requesting a first version of the article does not constitute a commitment on the part of the journal to publish the aforementioned article, which must be approved by the editorial committee, following the different steps in the evaluation process; no. 254 is expected to be published in March 2024.

## References

---

Adams, D. & Fitchett, D. (1994). *Finance informelle dans les pays en développement*. Presse Universitaires de Lyon.

- Banque mondiale. (1989) *Rapport sur le développement dans le monde 1989. Systèmes financiers et développement*. Banque mondiale.
- CIDSE. (2020). Finance for Agroecology: More than Just a Dream? An Assessment of European and International Institutions' Contributions to Food System Transformation. *Policy Brief*, <https://www.cidse.org/2020/09/30/finance-for-agroecology-more-just-than-a-dream/>
- Cochet, H., Ducourtieux, O. & Garambois, N. (Eds.). (2019). *Systèmes agraires et changement climatique au Sud, les chemins de l'adaptation*. Éditions Quae.
- Coste, J., Doligez, F., Egg J. & Perrin, G. (Eds.). (2021). *La fabrique des politiques publiques en Afrique, agricultures, ruralités, alimentation*. Karthala.
- Coupey-Soubeyran, J. & Espagne, É. (2022). La transition écologique : vers un changement de paradigme monétaire et financier : Introduction. *Revue économique*, 73, 147-149. <https://doi.org/10.3917/reco.732.0147>
- David-Benz, H., Sirdez, N., Deshons, A., Orbell, C. & Herlant, P. (2022) *Activer la transformation durable et inclusive de nos systèmes alimentaires, cadre conceptuel et méthode pour des diagnostics nationaux et territoriaux*. FAO/Cirad/Union européenne. <https://doi.org/10.4060/cb8603fr>
- DeLonge, M., Miles, A. & Carlsisle, L. (2016) Investing in the transition to sustainable agriculture. *Environmental Science & Policy*, 55, 266-273. <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2015.09.013>
- Doligez F., Lemelle J.P., Lapenu C., Wampfler B., 2008, Financer les transitions agricoles et rurales. In Devèze, J.C. (dir.). *Défis agricoles africains*, AFD/Karthala, 313-330.
- HLPE. (2013). *Paysans et entrepreneurs : investir dans l'agriculture des petits exploitants pour la sécurité alimentaire*. Rapport n° 6 du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, Comité pour la Sécurité alimentaire mondiale.
- FAO. (2017). *Intensification de la production durable et développement des chaînes de valeurs en Afrique*. Initiative régionale pour l'Afrique. <https://www.fao.org/3/i6135f/i6135f.pdf>
- Gasselin, P., Lardon, S., Cerdan, C., Loudiyi, S. & Sautier, D. (Eds.). (2021). *Coexistence et confrontation des modèles agricoles et alimentaires, un nouveau paradigme du développement territorial ?*, Éditions Quae.
- GRAIN. (2022, 10 mars). De l'accaparement des terres à l'accaparement des sols : le nouveau business de l'agriculture carbone. <https://grain.org/fr/article/6814-de-l-accaparement-des-terres-a-l-accaparement-des-sols-le-nouveau-business-de-l-agriculture-carbone>
- Germidis, D., Kessler, D. & Meghir, R. (1991). *Systèmes financiers et développement : quel rôle pour les secteurs financiers formels et informels ?*, OCDE.
- Inter-Réseaux Développement rural. (2021). Partenariats entre producteurs et entreprises agro-alimentaire. *Grain de Sel*, 81.
- Inter-Réseaux Développement rural. (2019). *Le rôle croissant du secteur privé dans les politiques agricoles et alimentaires en Afrique, contexte, enjeux et formes*, Inter-Réseaux Développement rural/Issala/SOS Faim Belgique.
- IPES-Food. (2020). *Valeur(s) ajoutée(s) de l'agroécologie : déverrouiller le potentiel de transition en Afrique de l'Ouest*. [https://www.ipes-food.org/\\_img/upload/files/IPES-Food\\_RapportIntegral\\_OA\\_FR\(3\).pdf](https://www.ipes-food.org/_img/upload/files/IPES-Food_RapportIntegral_OA_FR(3).pdf)
- Lapenu, C. (2007). *Evolutions récentes dans l'offre et les stratégies de financements de l'agriculture*, Comité CERISE.
- Ndiaye, C.T., Rietsch, C. & Sarr, F. (Eds.). (2022). *La microfinance contemporaine, les frontières de la microfinance*. PURH.
- Olivier de Sardan, J.P. (2021). *La revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingénierie sociale, en Afrique et au-delà*, Karthala.
- Stiglitz, J.E. & Weiss, A. (1981). Credit Rationing in Markets With Imperfect information. *American Economic Review*, 71(3), 393-410.
- Storchi, S., Hernandez, E. & McGuinness, E. (2020). *A research and learning agenda for the impact of financial inclusion*. Focus Note, CGAP/World Bank.
- Traoré, A., Bocoum, I. & Tamini, L. (2020). Services financiers : quelles perspectives pour le déploiement d'innovations agricoles en Afrique ? *Economie rurale*, 371. <https://doi.org/10.4000/economierurale.7549>
- Valegeas, F. (2020). Transition écologique. *Dictionnaire critique de l'Anthropocène*, CNRS Éditions, 780-782.
- Von Pischke, J.D. (1991). *Finance at the frontier. Debt capacity and the role of credit in the private economy*. World Bank.
- Wampfler, B., Lapenu, C. & Doligez, F. (2010). *Organisations professionnelles agricoles et institutions financiers rurales. Construire une nouvelle alliance au service de l'agriculture familiale*. Les Cahiers de l'IRC-Supagro.

## LLAMAMIENTO A CONTRIBUCIONES

### **“Financiar las transformaciones agrícolas y alimentarias Prácticas, dispositivos, acción colectiva y políticas públicas”**

**Revue internationale des études du développement n°254 (2024-1)**

#### Coordinación del dossier

- François Doligez ([f.doligez@iram-fr.org](mailto:f.doligez@iram-fr.org)), ingeniero agrónomo y economista del Iram, profesor e investigador asociado del Master DynPED y del UMR-Prodig
- Mamadou Goïta ([mamadou.goita@yahoo.fr](mailto:mamadou.goita@yahoo.fr)), socioeconomista, director del Institut de recherches et promotion des alternatives de développement (IRPAD, Mali), experto del panel IPES-Food
- Gifty Narh ([myrmarh@hotmail.com](mailto:myrmarh@hotmail.com)), socióloga, directora de la CORADE, Burkina Faso, y presidenta del Inter-réseaux développement rural
- Marc Mees ([marc.mees@sosfaim.org](mailto:marc.mees@sosfaim.org)), ex secretario general de SOS Faim Belgique, responsable de la gestión de los conocimientos y capitalización de experiencias

Este dossier forma parte de la prolongación de la serie de dossiers temáticos que la *Revue Tiers Monde*, posteriormente, la *Revue internationale des études du développement*, publican en materia de inclusión financiera, con regularidad, desde hace veinticinco años (n° 145, 1996; n° 172, 2002; n° 197, 2009; n° 225, 2016). Este llamamiento a contribuciones desea invitar, a partir de investigaciones de campo, a un conjunto de obras originales que proporcionen un mejor conocimiento de las realidades en términos de financiación de las transformaciones de los sistemas agrícolas y rurales en los países emergentes y en desarrollo y, más concretamente, en lo que concierne a la financiación de productores y productoras agrícolas. Se trata, particularmente, de ahondar en las nuevas experiencias existentes en el sector de la financiación agrícola y rural, a menudo, marginado en las políticas de financiación del desarrollo.

La transformación de los sistemas agrícolas y alimentarios, vista desde el punto de vista de las transiciones, responde a un conjunto de objetivos que combinan, entre otros, el aumento de la producción alimentaria, un ingreso decente para productores y productoras, la preservación del medio ambiente y de la biodiversidad y, la atenuación y adaptación al cambio climático. Las transiciones agroalimentarias ambicionan, a la vez, acompañar la evolución de las prácticas agrícolas hacia la agroecología y la transformación sostenible de los sistemas de producción a escala de los territorios y de los socioecosistemas. Las transiciones se proponen, igualmente, asociando un objetivo de seguridad alimentaria y nutricional, actuar sobre la organización de los sectores y mercados en la fase final de producción (transformación agrícola alimentaria, circuitos cortos, etc.) en el ámbito de los sistemas alimentarios territoriales, para reducir su huella ecológica (David-Benz *et al.*, 2022). Estas transformaciones forman parte de la respuesta al cambio climático, ya sea por la esperada reducción de las emisiones de gases de efecto invernadero (atenuación), o por su contribución a la adaptación de los sistemas de actividades a través de la reducción de su vulnerabilidad y de la preservación de recursos (agua, suelo y economía circular) o, incluso, por su impacto en la biodiversidad y en los agroecosistemas (reducción de la contaminación, protección y restauración de ecosistemas).

Si las transiciones surgen como una manera de proyectar el cambio a largo plazo, plantean numerosas cuestiones en cuanto a las temporalidades y a los ámbitos de acción (Valegeas, 2020), pero también en lo referente a las modalidades de implementación en los territorios y por los diferentes grupos sociales concernidos. Se plantea,



más específicamente, la cuestión de su financiación y de la “transformación profunda de la finanza” que estas transiciones presuponen (Couppey-Soubeyran *et al.*, 2022).

En este tipo de análisis, el dossier se interesará, especialmente, por las financiaciones de ganaderos y ganaderas, agricultores y agricultoras que desean transformar sus actividades, por los dispositivos que permiten adaptar la oferta de financiación a los objetivos de transiciones agroalimentarias y por lo que tales financiaciones generan en cuanto a las evoluciones de prácticas agrícolas y ganaderas, y a los efectos provocados por estos cambios.

## 1. ¿Financiar a agricultores y agricultoras, a actores colectivos o a sectores?

Numerosas obras invitan a movilizarse sobre el asunto de la financiación de la transición agrícola y alimentaria en los “países del Sur” (Doligez *et al.*, 2008; DeLonge *et al.*, 2016; IPES-Food, 2020) mientras que, en un contexto todavía marcado por la liberalización financiera, lo esencial de las inversiones públicas y privadas – al margen de los “primeros inversores”, generalmente ignorados, que son los propios agricultores (HLPE, 2013) – se dirige a la agricultura de exportación, a los sectores agroalimentarios con un importante valor añadido o a los centros de crecimiento agrícola (“agropoles”). Este desequilibrio es ampliamente implementado, incluso ampliado, en los flujos financieros y en la gestión de la ayuda al desarrollo (Inter-réseaux, 2019; CIDSE 2020).

La financiación agrícola y rural está caracterizada, generalmente, por dos formas institucionales: de un lado, las que toman el sector financiero y sus instituciones intermediarias (bancos, instituciones de microfinanciación, fondos de seguro o de garantía) como punto de partida de la organización de los servicios financieros y de la inclusión financiera y, de otro lado, las que contratan sus financiaciones articuladas con la organización de sectores o de “cadenas de valor” agrícolas y alimentarias (Lapenu, 2007). En lo que se refiere a la primera forma institucional, mediante la evolución del sector financiero y de sus imperfecciones de mercado, la inclusión financiera – en el sentido de la accesibilidad para todos de los servicios financieros básicos (cuenta de ahorro, medios de pago, crédito) – se amplía, en el ámbito rural, gracias a la digitalización de los medios de pago a través de los teléfonos móviles (Ndiaye *et al.*, 2022). Sin embargo, la financiación directa de las actividades de los pequeños agricultores y agricultoras y de los pequeños ganaderos y ganaderas, es considerada, de forma general, como demasiado costosa y arriesgada y permanece muy limitada. En lo que incumbe a la segunda forma institucional, la finanza “de sector” permite una ampliación de financiación del ciclo de producción a través de contratos firmados en las cadenas de valor agroalimentarias, tales como las empresas, cooperativas y pymes, tanto en la fase inicial como final de la producción, que son ellas mismas refinanciadas por el sector bancario o por la “mesofinanza”. Por lo tanto, el impacto sobre la financiación agrícola depende de la relación establecida entre organizaciones de productores e instituciones financieras (Wampfler *et al.*, 2010), y del equilibrio en las relaciones contractuales establecidas entre actores de los sectores (Inter-réseaux, 2021).

## 2. Nuevas necesidades de financiación para configurar nuevas trayectorias

Las transiciones hacen surgir nuevas necesidades de financiación según los contextos geográficos y económicos de los sistemas agrícolas y alimentarios. Por ejemplo, se trata de invertir en la producción para afrontar los retos económicos de seguridad alimentaria y de exportación agrícola, pero también de financiar la adaptación de los sistemas de actividades a los desafíos medioambientales, amplificadas por el cambio climático. La multiplicación de los objetivos asociados a las transiciones puede manifestarse como una suma de imperativos contradictorios (Coste *et al.*, 2021). A la superposición de objetivos a los que agricultores y agricultoras se confrontan, se añaden una importante diversidad de contextos agrícolas y rurales, y un balance, generalizado, de una dificultad cada vez mayor a comprender tales objetivos en su complejidad social y económica (Olivier de Sardan, 2021). El conjunto lleva, en ocasiones, a analizar la organización de las financiaciones sobre la base de una segmentación creciente de los modelos agrícolas, de los territorios y de las políticas públicas, dando paso a una coexistencia, a menudo, carente de complementariedad y coherencia (Gasselin *et al.*, 2021), en detrimento de los actores y territorios que disponen de menos recursos. Con frecuencia, las familias de agricultores y agricultoras, de ganaderos y ganaderas más vulnerables carecen de medios económicos y financieros necesarios para invertir en las transiciones (Cochet *et al.*, 2021). En el ámbito de los territorios rurales existe un gran riesgo de acumulación de perjuicios: agriculturas

de subsistencia y pastoreo relegados en la competencia mundial generalizada de los circuitos agroalimentarios, vulnerabilidad climática incrementada y biodiversidad empobrecida, precarización de los ingresos y del empleo agrícola y rural, incluso malnutrición crónica, como ejemplifican numerosas regiones del Sahel.

### 3. Cuestionar las relaciones entre instrumentos, actores y efectos

Respecto a las experiencias objeto de estudio, se trata de cuestionar las modalidades de identificación de las prácticas de intensificación agrícola sostenible (FAO, 2017) a través de las financiaciones, del perfil de los agricultores y las agricultoras, de los ganaderos y ganaderas que acceden a las financiaciones, así como los territorios concernidos, prestando una atención especial a los efectos de contexto (Storchi *et al.*, 2020). Se tratará de profundizar en los mecanismos financieros y en sus modalidades para asegurar o fomentar (fondos de garantía, asociación con el seguro, bonificación de préstamos, cofinanciación de parte de la inversión, asunción paralela de servicios de consultoría y acompañamiento técnico-económicos de productores y productoras) en el marco de medidas sostenibles que permitan acompañar las transiciones agrícolas y alimentarias. Por último, deberán tenerse en cuenta el efecto palanca producido sobre la finanza y los impactos de los cambios de prácticas en las explotaciones agrícolas y alimentarias.

El análisis puede tratar el conjunto de dispositivos que alían financiación pública y privada que existe bajo diversas denominaciones y a diferentes niveles (financiación mixta, financiación con reparto de costes, *blending* financiero, cooperación pública-privada, fondos de impacto, crédito de carbono). También puede abordar el rol de los actores que acompañan estos dispositivos y sus efectos e impactos. Asimismo, ciertos instrumentos pueden articularse alrededor de los resultados esperados, como la resiliencia frente a las crisis (por ejemplo, alimentarias), o la adaptación al cambio climático. Los mecanismos financieros (créditos y *matching grants*, transferencias monetarias condicionadas, pago por servicios ambientales) pueden incentivar cambios de prácticas (transición agroecológica) y pueden implementarse a escala territorial (proyecto alimentario), o posibilitar nuevas oportunidades de financiación a escala internacional (Fondo Verde para el Clima), como los “Nationally appropriate mitigation actions” (NAMA) en Costa Rica que proporcionan ayuda a los sistemas agroforestales en zonas cafeteras<sup>17</sup>.

En el caso de la financiación de sector, es posible abordar los dispositivos que posibilitan calificar las prácticas agrícolas, su trazabilidad así como los mecanismos financieros que permiten “alentarlos” (sobreprecio, primas), o sea, pueden referirse a los procesos de certificación o de creación de sellos de calidad de productos, o a la noción de responsabilidad social y ambiental de las empresas agrícolas, en la que la ecoimpostura puede ser objeto de críticas virulentas (Grain, 2022). Igualmente, es posible abordar, de modo paralelo a los servicios financieros ofrecidos a los productores y a las productoras, los circuitos de proximidad alimentaria (circuitos cortos basados en relaciones más directas entre productores y consumidores, cestos de alimentos), la segmentación de las prácticas en los territorios, las dinámicas entre los actores o los efectos normativos de los pliegos de condiciones que dan lugar a la creación de sellos de calidad reconocidos por el mercado a través de un precio de venta superior y, por consiguiente, generan una mejor retribución a los productores y a las productoras.

### Tres enfoques de análisis

---

Las contribuciones previstas podrán tratar estos temas conforme a tres enfoques, teniendo en cuenta los niveles de análisis y las cuestiones de investigación subyacentes.

#### ➤ Las prácticas financieras de la agricultura familiar “sometida a limitaciones”

A partir de la observación sobre el terreno, más allá de la métrica de las curvas de la inclusión financiera<sup>18</sup>, es posible analizar las limitaciones de financiación ejercidas sobre los agricultores y las agricultoras, los gerentes de explotación y los hogares rurales y que condicionan su capacidad para formar parte de una dinámica de

<sup>17</sup> [www.nama-facility.org/projects/costa-rica-low-carbon-coffee-nama](http://www.nama-facility.org/projects/costa-rica-low-carbon-coffee-nama).

<sup>18</sup> Cf. Global Findex Database del Banco Mundial ([www.worldbank.org/en/publication/globalfindex](http://www.worldbank.org/en/publication/globalfindex)).

“transiciones”. Mientras que las prácticas de los agricultores y de las agricultoras fueron objeto de numerosos estudios al inicio de la liberalización financiera (Adams & Fitchett, 1994; Banco Mundial, 1989; Germidis *et al.*, 1991; Stiglitz & Weiss, 1981; Von Pischke, 1991), este tema es poco tratado por investigaciones y publicaciones académicas actualmente. Sin embargo, a nivel de los países emergentes y en vías de desarrollo, existen un gran número de obras empíricas y una abundante “literatura gris” (informes institucionales, peritajes) que apoyan este tipo de análisis.

¿Cómo “gestionan” los agricultores y las agricultoras el riesgo agrícola con inversiones en equipos (por ejemplo, riego a pequeña escala), la diversificación de producciones (asociaciones de cultivo) o de actividades (incluidas aquellas no agrícolas)? ¿Cómo consiguen financiar nuevas prácticas agrícolas sostenibles (compost, agroforestería)? ¿Cómo, en ausencia de financiación institucional, contribuyen otros mecanismos de financiación como el crédito informal contratado con otros comerciantes, o incluso con parientes o amigos? ¿Cómo ciertas prácticas, sometidas a restricciones de financiación de las necesidades “del día a día”, aumentan la vulnerabilidad de los hogares rurales y disminuyen su capacidad de resiliencia (venta a bajo precio, mano de obra asalariada agrícola o migraciones)? ¿Cómo las instituciones financieras determinan, para las otras categorías de agricultores y agricultoras, las innovaciones (por ejemplo, el riego por bombeo solar) o las actividades agrícolas económicamente rentables y sostenibles desde el punto de vista ecológico (agroforestería)? Frente a una demanda compleja, compuesta por múltiples necesidades de financiación, ¿cómo el engranaje de prácticas financieras diversificadas es susceptible de satisfacer estas nuevas necesidades y acompañar de forma duradera las trayectorias de transición?

#### ➤ **Dispositivos de mejora de la financiación de la agricultura sostenible**

Por otra parte, en los sectores financieros y en los dispositivos públicos que los acompañan, existen numerosas innovaciones destinadas a ayudar la financiación de la agricultura sostenible (Traoré *et al.*, 2020). El estudio del IPES-Food (2020) citado con anterioridad menciona, por ejemplo, la existencia de mecanismos de refinanciación con tipos competitivos para favorecer los préstamos agrícolas de los bancos privados (Nigeria, Liberia, Ghana) o el desarrollo de servicios financieros destinados a los pequeños agricultores y agricultoras para fortalecer su autofinanciación (microcrédito, gestión comunitaria del ahorro, tecnología financiera, créditos a medio y largo plazo, etc.). En el marco de la estrategia de descarbonización de su economía, Costa Rica experimenta el cúmulo de prácticas de agroforestería a nivel de los pequeños agricultores y agricultoras, para posibilitar su integración a la financiación climática. Para acompañarlos, existen diferentes iniciativas para proceder a su censo, como es el caso de la AgroEcology Fund (AEF)<sup>19</sup> que censa los experimentos piloto de las organizaciones de productores y productoras y de sus asociados, para apoyarlos a nivel internacional. Recientemente, la CEDEAO responsable de la política agrícola puso en marcha en África Occidental un trabajo de inventario de los dispositivos de financiación en el marco de su programa de agroecología<sup>20</sup>. Incluso en Francia, el Ministerio de Agricultura y Alimentación desea comprender mejor los “instrumentos de financiación innovadores para la agricultura”<sup>21</sup>. En todas partes se plantea la cuestión del conocimiento y de la mejor comprensión de tales dispositivos y de sus mecanismos financieros, de los que una buena parte procede de nuevos actores desconocidos por las instituciones (ahorro solidario, financiación participativa, etc.).

¿Cómo se organizan estos diferentes dispositivos institucionales? ¿Qué criterios tienen en cuenta estos últimos para calificar las prácticas a financiar? ¿Cómo los dispositivos orientan y organizan el seguimiento de estos criterios? ¿Cuál es el alcance real en términos de transiciones agrícolas y alimentarias?

<sup>19</sup> [www.agroecologyfund.org](http://www.agroecologyfund.org).

<sup>20</sup> <https://www.araa.org/fr/call-for-proposal/avis-de-demande-de-propositions-pour-l-étude-sur-les-mécanismes-de-financement-de>

<sup>21</sup> Mercado SSP-DGPE-2022-073.

## ➤ Las palancas de la acción colectiva y de las políticas públicas

El efecto palanca se entiende, en este contexto, como la capacidad de la acción colectiva o de las políticas públicas para ampliar las financiaciones a favor de la agricultura sostenible. Así, la acción colectiva de los productores y de las productoras agrícolas que acompaña la organización de los dispositivos de transición agroecológica puede ser objeto de apoyos financieros apropiados<sup>22</sup>. Esta puede llevarse a cabo a través de una contratación más equilibrada con empresas en la fase inicial de la cadena, en la búsqueda de productos certificados (prefinanciación del ciclo agrícola), o puede basarse en acuerdos entre instituciones financieras y organizaciones (cooperativas, etc.) incorporando la demanda de los productores. En ocasiones, estos mecanismos de financiación asocian otros actores de los sistemas alimentarios, ya sea a través de la comercialización de productos de calidad, reuniendo agricultores y consumidores (es el caso, por ejemplo, de las asociaciones para la conservación de la agricultura campesina en Benín<sup>23</sup>), del abastecimiento agrupado en la restauración colectiva, como los comedores escolares<sup>24</sup> u otros mercados institucionales.

¿Cuál es el alcance de estos mecanismos en términos de inclusión financiera y transformación de las prácticas agrícolas? ¿Cuáles son los roles entre los actores que los estructuran? ¿Cómo pueden constituirse en referentes de las políticas públicas agrícolas y alimentarias?

\*\*\*

Todas las disciplinas (ciencias de la administración, economía social, economía agrícola y rural, economía política, ciencias políticas, antropología social del desarrollo) podrán tratar esta temática en sus diferentes dimensiones para realizar una mejor documentación de las prácticas existentes y de las innovaciones en los tres grandes niveles propuestos. Se esperan contribuciones de casos concretos de estudio, en diferentes contextos africanos, latinoamericanos y asiáticos.

## Modalidades de presentación de las proposiciones / Participación al Dossier del n°254 (2024/1) de la Revista

---

Los autores se comprometen a consultar la [línea editorial](#) de la *Revue internationale des études du développement* y a cumplir con la [carta ética](#) y [las recomendaciones a los autores](#).

El proceso de selección se desarrolla como sigue, según las fechas indicadas en el siguiente calendario de producción:

### 1-Envío de la propuesta de contribuciones

**Las propuestas de contribuciones**, en francés, inglés o español, presentan el proyecto de artículo en más o menos 4.000caracteres (con espacios), equivalentes a unas 500palabras o una página.

La propuesta, cuyo dossier se llama "NOMBRE DEL AUTOR-Propuesta-254", incluye:

- El título de 70 caracteres máximo (con la posibilidad de agregar un subtítulo)
- Un resumen del artículo que detalle el tema de la investigación, su marco teórico, el terreno estudiado y sus principales resultados
- Referencias bibliográficas (no incluidas en el total de los caracteres autorizados)
- Un fichero adjunto llamado "NOMBRE DEL AUTOR-Infos-254" incluyendo los nombres y apellidos de los autores, sus

---

<sup>22</sup> Acompañados, a menudo, de acciones de formación y de refuerzo de capacidades ligadas a la difusión de prácticas agroecológicas o a la adquisición de los conocimientos necesarios a su puesta en práctica, por agricultores y ganaderos.

<sup>23</sup> <https://www.alimenterre.org/l-amap-benin-change-d-echelle>.

<sup>24</sup> <https://fr.wfp.org/cantines-scolaires>

estatuto y pertenencia institucional, así como su dirección de correo electrónico.

Los coordinadores y los editores de la revista comprueban la idoneidad de la propuesta para la convocatoria y realizan una preselección.

## 2-Envío del artículo

Se invita los autores cuya propuesta de contribución fue preseleccionada a enviar una primera versión de su artículo que debe imperativamente corresponder a las normas indicadas anteriormente. Los artículos se someten entonces a una lectura doble ciego de dos evaluadores, especialistas y ajenos a la revista.

**Los artículos (de 45000 caracteres máximo, espacios incluidos, pero sin resumen y bibliografía)** podrán ser redactados en francés, inglés o español y deben ser originales. Sin embargo, podrán haber sido objetos de comunicaciones en coloquios (con actas), bajo la condición de ser adaptados a las normas exigidas por la *Revue internationale des études du développement*.

Las referencias citadas deben presentarse en formato APA.

## Calendario de producción

---

**Las propuestas de artículos deberán ser enviadas antes del 14 de febrero 2023 a:**

[marc.mees@sosfaim.org](mailto:marc.mees@sosfaim.org); [mamadou\\_goita@yahoo.fr](mailto:mamadou_goita@yahoo.fr); [myrnarh@hotmail.com](mailto:myrnarh@hotmail.com); [f.doligez@iram-fr.org](mailto:f.doligez@iram-fr.org); [revdev@univ-paris1.fr](mailto:revdev@univ-paris1.fr)

**-Las o los autores preseleccionados** por las coordinadoras y el comité de redacción recibirán una respuesta por parte del equipo de la revista la semana del 27 de febrero 2023.

**-Las primeras versiones de los artículos**, en conformidad a las normas de la revista, deberán ser enviadas por los autores a las cuatro direcciones de correo citadas **antes del 15 de mayo 2023**.

**-El proceso de evaluación** durará unos meses. Cada artículo –anonimizado– será sometido a un mecanismo de evaluación de doble ciego por lectores, expertos externos a la revista, sobre el tema tratado, y el lanzamiento del número está previsto para Marzo 2024.

## Referencias citadas

---

- Adams, D. & Fitchett, D. (1994). *Finance informelle dans les pays en développement*. Presse Universitaires de Lyon.
- Banque mondiale. (1989) *Rapport sur le développement dans le monde 1989. Systèmes financiers et développement*. Banque mondiale.
- CIDSE. (2020). Finance for Agroecology: More than Just a Dream? An Assessment of European and International Institutions' Contributions to Food System Transformation. *Policy Brief*, <https://www.cidse.org/2020/09/30/finance-for-agroecology-more-just-than-a-dream/>
- Cochet ,H., Ducourtieux, O. & Garambois, N. (Eds.). (2019). *Systèmes agraires et changement climatique au Sud, les chemins de l'adaptation*. Éditions Quae.
- Coste, J., Doligez, F., Egg J. & Perrin, G. (Eds.). (2021). *La fabrique des politiques publiques en Afrique, agricultures, ruralités, alimentation*. Karthala.
- Coupey-Soubeyran, J. & Espagne, É. (2022). La transition écologique : vers un changement de paradigme monétaire et financier : Introduction. *Revue économique*, 73, 147-149. <https://doi.org/10.3917/reco.732.0147>
- David-Benz, H., Sirdez, N., Deshons, A., Orbell, C. & Herlant, P. (2022) *Activer la transformation durable et inclusive de nos systèmes alimentaires, cadre conceptuel et méthode pour des diagnostics nationaux et territoriaux*. FAO/Cirad/Union européenne. <https://doi.org/10.4060/cb8603fr>
- DeLonge, M., Miles, A. & Carlisle, L. (2016) Investing in the transition to sustainable agriculture. *Environmental Science & Policy*, 55, 266-273. <https://doi.org/10.1016/j.envsci.2015.09.013>
- Doligez F., Lemelle J.P., Lapenu C., Wampfler B., 2008, Financer les transitions agricoles et rurales. In Devèze, J.C. (dir.). *Défis agricoles africains*, AFD/Karthala, 313-330.
- HLPE. (2013). *Paysans et entrepreneurs : investir dans l'agriculture des petits exploitants pour la sécurité alimentaire*. Rapport n° 6 du Groupe d'experts de haut niveau sur la sécurité alimentaire et la nutrition, Comité pour la Sécurité alimentaire mondiale.
- FAO. (2017). *Intensification de la production durable et développement des chaînes de valeurs en Afrique*. Initiative régionale pour l'Afrique. <https://www.fao.org/3/i6135f/i6135f.pdf>

- Gasselin, P., Lardon, S., Cerdan, C., Loudiyi, S. & Sautier, D. (Eds.). (2021). *Coexistence et confrontation des modèles agricoles et alimentaires, un nouveau paradigme du développement territorial ?*, Éditions Quae.
- GRAIN. (2022, 10 mars). De l'accaparement des terres à l'accaparement des sols : le nouveau business de l'agriculture carbone. <https://grain.org/fr/article/6814-de-l-accaparement-des-terres-a-l-accaparement-des-sols-le-nouveau-business-de-l-agriculture-carbone>
- Germidis, D., Kessler, D. & Meghir, R. (1991). *Systèmes financiers et développement : quel rôle pour les secteurs financiers formels et informels ?*, OCDE.
- Inter-Réseaux Développement rural. (2021). *Partenariats entre producteurs et entreprises agro-alimentaire*. Grain de Sel, 81.
- Inter-Réseaux Développement rural. (2019). *Le rôle croissant du secteur privé dans les politiques agricoles et alimentaires en Afrique, contexte, enjeux et formes*, Inter-Réseaux Développement rural/Issala/SOS Faim Belgique.
- IPES-Food. (2020). *Valeur(s) ajoutée(s) de l'agroécologie : déverrouiller le potentiel de transition en Afrique de l'Ouest*. [https://www.ipes-food.org/\\_img/upload/files/IPES-Food\\_RapportIntegral\\_OA\\_FR\(3\).pdf](https://www.ipes-food.org/_img/upload/files/IPES-Food_RapportIntegral_OA_FR(3).pdf)
- Lapenu, C. (2007). *Evolutions récentes dans l'offre et les stratégies de financement de l'agriculture*, Comité CERISE.
- Ndiaye, C.T., Rietsch, C. & Sarr, F. (Eds.). (2022). *La microfinance contemporaine, les frontières de la microfinance*. PURH.
- Olivier de Sardan, J.P. (2021). *La revanche des contextes. Des mésaventures de l'ingénierie sociale, en Afrique et au-delà*, Karthala.
- Stiglitz, J.E. & Weiss, A. (1981). Credit Rationing in Markets With Imperfect information. *American Economic Review*, 71(3), 393-410.
- Storchi, S., Hernandez, E. & McGuinness, E. (2020). *A research and learning agenda for the impact of financial inclusion*. Focus Note, CGAP/World Bank.
- Traoré, A., Bocoum, I. & Tamini, L. (2020). Services financiers : quelles perspectives pour le déploiement d'innovations agricoles en Afrique ? *Economie rurale*, 371. <https://doi.org/10.4000/economierurale.7549>
- Valegeas, F. (2020). Transition écologique. *Dictionnaire critique de l'Anthropocène*, CNRS Éditions, 780-782.
- Von Pischke, J.D. (1991). *Finance at the frontier. Debt capacity and the role of credit in the private economy*. World Bank.
- Wampfler, B., Lapenu, C. & Doligez, F. (2010). *Organisations professionnelles agricoles et institutions financiers rurales. Construire une nouvelle alliance au service de l'agriculture familiale*. Les Cahiers de l'IRC-Supagro.